

UNIVERSAL MULTIMEDIA SA
Société anonyme au capital de 1 901 200 EUR
Siège social : 75 rue de Lourmel 75015 PARIS
330 148 438 R.C.S. Paris

INFORMATION FINANCIERE TRIMESTRIELLE
Chiffre d'affaires 2ème trimestre de l'exercice social
Exercice social de la Société du 1^{er} avril 2009 au 31 mars 2010

	2009	2008	Variation
<u>1er trimestre (du 01/04/09 au 30/06/09)</u>			
Comptes consolidés	4 734€	228 751 €	-97.93 %
<u>2è trimestre (du 01/07/09 au 30/09/09)</u>			
Comptes consolidés	351 386€	152 542€	+133.45 %
Total chiffre d'affaires	356 120€	381 293€	-6.61 %

Le chiffre d'affaires du 2^{ème} trimestre 2009 (du 1^{er} juillet 2009 au 30 septembre 2009) ressort à 351 386€ en très nette progression par rapport au 2nd trimestre 2008 qui faisait ressortir un chiffre d'affaire de 152 542€ Globalement, l'activité au premier semestre a été caractérisée par une première période d'avril à juin 2009 difficile et une nette amélioration de tendance depuis le mois de juillet 2009.

Ainsi, le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2009 (du 1^{er} avril 2009 au 30 septembre 2009) ressort à 356 K€ contre 381 K€ pour le 1er semestre 2008, soit en léger repli (6.61%) par rapport à celui-ci.

La maîtrise de la masse salariale, la polyvalence du personnel, l'intégration maximale dans la structure des tâches jusqu'alors externalisées, la revue systématique des dépenses de structure ont permis à la société de réduire ses pertes.

Toutefois, le contexte économique auquel est confrontée la société, l'amène à maintenir sa position de prudence et de ne pas communiquer de prévision chiffrée pour l'exercice en cours.

Outre le fait que la société ait continuée à assurer le service après-vente sur l'ensemble des produits de sa marque et à approvisionner en pièces détachées ses clients, qu'elle ait maintenue son recentrage sur la recherche et développement dans le domaine de l'affichage des écrans plats, la société a conclu un accord cadre pluriannuel, sous forme de deux contrats et un mémorandum, avec une structure appartenant à un grand groupe de distribution, visant d'une part à lui assurer, dès le début de l'année 2010, des revenus liés à des prestations de service, et d'autre part à lui permettre de financer une partie de ses activités.